



BANQUE DE FRANCE -
1 sis RUE DE LA LIBERTE
GAZ AVANT VENTE / APPT 8PP
59100 ROUBAIX

N° : 719323
Date : 12/11/2019

ETAT DE L’INSTALLATION INTERIEURE DE GAZ

Textes législatifs et normatifs :

- Décret no 2006-1147 du 14 septembre 2006
- Arrêté du 6 avril 2007 définissant le modèle de l'état et la méthode de réalisation.
- Norme NF P 45-500 du 12 janvier 2013.
- Arrêté du 24 aout 2010 modifiant l'arrêté du 06 avril 2007.
- Arrêté du 15 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 06 avril 2007.
- Arrêté du 18 novembre 2013.
- Arrêté du 12 février 2014 modifiant l'arrêté du 06 avril 2007.



Objet de la mission :

- Le diagnostic a pour objet d'établir, par des contrôles visuels, des essais et des mesures, un état de l'installation intérieure de gaz afin d'évaluer les risques pouvant compromettre la sécurité des personnes, de rendre opérante une clause d'exonération de la garantie de vice caché, en application de l'article 17 de la loi n° 2003-08 du 03 Janvier 2003 modifié par l'ordonnance n° 2005-655 du 08 Juin 2005
- Le diagnostic concerne toutes les installations de gaz combustibles privatives réalisées depuis **plus de quinze ans**
- Le diagnostic porte sur les 4 domaines clés de l'installation intérieure de gaz suivants :
 - La tuyauterie fixe,
 - Le raccordement en gaz des appareils,
 - La ventilation des locaux,
 - La combustion et les essais

A – DÉSIGNATION DU OU DES BÂTIMENTS

ADRESSE DU BIEN	BANQUE DE FRANCE - 1 sis RUE DE LA LIBERTE GAZ AVANT VENTE / APPT 8PP - 59100 ROUBAIX	RÉFÉRENCES CADASTRALE	Non renseigné
TYPE DE BIEN	Logement	DÉSIGNATIONS DES LOTS	Non renseigné
LOTS ANNEXES	Aucun lot annexe		

B – DÉSIGNATION DU PROPRIÉTAIRE

Société BANQUE DE FRANCE
3 RUE DE LA VRILLIERE
75049 PARIS CEDEX 01

DONNEUR D’ORDRE

BANQUE DE FRANCE
1 RUE LA VRILLIERE
75001 - PARIS

Qualité du donneur d'ordre : NC

RÉFÉRENCES DE LA MISSION

DATE DE LA VISITE	24/10/2019	CONTRAT D’ASSURANCE	MMA IARD - n°127.106.241 valide jusqu’au 31 décembre 2019
MISSION RÉALISÉE DANS LE CADRE D’UNE VENTE			

C – DÉSIGNATION DE L’OPÉRATEUR DE DIAGNOSTIC

OPÉRATEUR DE REPÉRAGE	Guillaume DESRAMAULT	ACCOMPAGNATEUR	Sur clefs
LE PRÉSENT RAPPORT EST ÉTABLI PAR UNE PERSONNE DONT LES COMPÉTENCES SONT CERTIFIÉES PAR		I.CERT - Parc Edonia - Bâtiment G - Rue de la Terre Victoria - 35760 SAINT GREGOIRE (CPDI 3598)	

INFORMATIONS RELATIVES À L’INSTALLATION DE GAZ

NATURE DU GAZ	Gaz naturel	DISTRIBUTEUR	Non communiqué
INSTALLATION ALIMENTÉE EN GAZ (AU MOMENT DE LA VISITE)			NON
TITULAIRE DU CONTRAT DE FOURNITURE DE GAZ			
NOM	BANQUE DE FRANCE	PRÉNOM	
ADRESSE	3 RUE DE LA VRILLIERE - 75049 PARIS CEDEX 01	TÉLÉPHONE	
N° DE COMPTEUR			Inconnu

CONCLUSION DE LA MISSION DE REPERAGE :



BANQUE DE FRANCE -
1 sis RUE DE LA LIBERTE
GAZ AVANT VENTE / APPT 8PP
59100 ROUBAIX

N° : 719323
Date : 12/11/2019

L'installation comporte des anomalies de type "A1" qui devront etre réparées ultérieurement.
L'installation comporte des anomalies de type "A2" qui devront etre réparées dans les meilleurs délais.
L'installation n'étant pas en fonctionnement au moment de la visite, le contrôle de l'étanchéité et le controle de fonctionnement des appareils n'a pu être réalisé.
Il est conseillé de faire intervenir un professionnel habilité PMG.

NB1 : Détails paragraphe 5
NB2 : Se référer aux conditions particulières d'exécution paragraphe 2.

Fait à LEZENNES, le 12/11/2019

Effectué par Guillaume DESRAMAULT

QUALICONSULT IMMOBILIER

Synergie Park - 13 rue Pierre et Marie Curie
59260 LEZENNES
Tél. 03 20 64 43 82 - Fax 03 20 64 43 61
lille.qci@qualiconsult.fr



Qualiconsult
IMMOBILIER



Etat de l'installation
intérieure de gaz

BANQUE DE FRANCE -
1 sis RUE DE LA LIBERTE
GAZ AVANT VENTE / APPT 8PP
59100 ROUBAIX

N° : 719323
Date : 12/11/2019

CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION

La mission est effectuée conformément à la réglementation en vigueur, en particulier les articles L134-6 et R134-6 à R134-9 du code de la construction et de l’habitation. Les modalités d’exécution du repérage et le contenu du présent rapport sont par ailleurs conformes à la norme NF P 45-500.Elle concerne **les parties privatives** des locaux à usage d'habitation et leurs **dépendances**.

Le diagnostic concerne toutes les installations de production individuelle de chaleur ou d’eau chaude sanitaire, quelle que soit la puissance, faisant partie de l’installation intérieure de gaz. En outre, il concerne les installations d’appareils de cuisson s’ils sont desservis par une installation fixe. **Il est réalisé sans démontage d'éléments des installations.**

Le rapport est établi selon un modèle défini par l’arrêté du 12 février 2014.

L’objectif de la mission est de décrire, au regard des exigences de sécurité :

- a) L’état des appareils fixes de chauffage et de production d’eau chaude sanitaire ou mettant en oeuvre un moteur thermique, alimentés par le gaz
- b) L’état des tuyauteries fixes d’alimentation en gaz et leurs accessoires
- c) L’aménagement des locaux où fonctionnent les appareils à gaz, permettant l’aération de ces locaux et l’évacuation des produits de combustion.

Les anomalies constatées sont signalées au client par degré de gravité :

- a) **DGI** (Danger Grave et Immédiat) : l’installation présente une anomalie suffisamment grave pour que l’on interrompe aussitôt l’alimentation en gaz jusqu’à suppression du ou des défauts constituant la source du danger
- b) **A2** : l’installation présente une anomalie dont le caractère de gravité ne justifie pas que l’on interrompe aussitôt la fourniture de gaz, mais qui est suffisamment importante pour que la réparation soit réalisée dans les meilleurs délais
- c) **A1** : l’installation présente une anomalie à prendre en compte lors d’une intervention ultérieure sur l’installation.

En cas de DGI, outre l’interruption partielle ou totale de l’installation défectueuse, le défaut sera « étiqueté » et signalé au donneur d’ordre ou à son représentant par courrier recommandé avec accusé de réception ou en lui faisant signer un exemplaire du rapport . Le distributeur sera informé en cas de coupure générale.

Le contrôle de l’état du conduit de fumée n’entre pas dans le champ d’application du présent document. Seule la présence du conduit et l’état du conduit de raccordement sont contrôlés. Néanmoins, le diagnostiqueur QUALICONSULT IMMOBILIER vérifiera auprès du donneur d’ordre et consignera dans son rapport :

- 1. La présence d’une **attestation de contrôle** de la vacuité des conduits de fumées datant de moins de un an
- 2. La présence d’un **contrat d’entretien** de la chaudière datant de moins de un an

D - IDENTIFICATION DES APPAREILS

Genre (1), Marque, Modèle	Type (2)	Puissance en kW	Localisation	Observation (3)
TABC, Rosières, Rosane	Non raccordé		Cuisine	Fonctionnement Testé: Non

- (1) Cuisinière, table de cuisson, chauffe-eau, chaudière, radiateur,
- (2) Non raccordé – Raccordé - Etanche
- (3) Anomalie, débit calorifique, taux de CO mesuré(s), motifs de l’absence ou de l’impossibilité de contrôle pour chaque appareil concerné

E - ANOMALIES IDENTIFIÉES

Points de contrôle, numéro anomalie (4)	A1(5), A2(6), DGI(7), ou 32c (8)	Libellé de l’anomalie et recommandations
C10, 14	A1	la date limite d'utilisation du tuyau d'alimentation n'est pas lisible ou est dépassée
C11, 16c2	A1	le tube souple n'est pas équipé de colliers de serrage appropriés
C14, 19.1	A2	Le local équipé ou prévu pour un appareil d'utilisation n'est pas pourvu d'une amenée d'air



BANQUE DE FRANCE -
1 sis RUE DE LA LIBERTE
GAZ AVANT VENTE / APPT 8PP
59100 ROUBAIX

N° : 719323
Date : 12/11/2019

	CONDUITE A TENIR EN CAS D'ANOMALIE
A1	L'installation présente une anomalie à prendre en compte lors d'une intervention ultérieure sur l'installation
A2	L'installation présente une anomalie dont le caractère de gravité ne justifie pas que l'on interrompe aussitôt la fourniture du gaz, mais est suffisamment importante pour que la réparation soit réalisée dans les meilleurs délais.
DGI	Danger Grave et Immédiat L'installation présente une anomalie suffisamment grave pour que l'opérateur de diagnostic interrompe aussitôt l'alimentation en gaz jusqu'à suppression du ou des défauts constituant la source du danger.
32c	La chaudière est de type VMC GAZ et l'installation présente une anomalie relative au dispositif de sécurité collective (DSC) qui justifie une intervention auprès du syndic ou du bailleur social par le distributeur de gaz afin de s'assurer de la présence du dispositif, de sa conformité et de son bon fonctionnement.

(4) Point de contrôle selon la norme utilisée.

F - IDENTIFICATION DES BÂTIMENTS ET PARTIES DE BÂTIMENT (PIÈCES ET VOLUMES) N'AYANT PU ÊTRE CONTRÔLÉS ET MOTIFS :

Sans objet, l'intégralité du bien a été visité.

G - CONSTATATIONS DIVERSES

- ☒ Attestation de contrôle de moins d'un an de la vacuité des conduits de fumées non présentée
- ☒ Justificatif d'entretien de moins d'un an de la chaudière non présenté
- ☒ Le conduit de raccordement n'est pas visitable
- ☒ Etat(s) réalisé(s) antérieurement non présenté(s)

H - ACTIONS DE L'OPÉRATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS DE DGI

Sans objet.

I - ACTION DE L'OPÉRATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS D'ANOMALIE 32C

Sans objet.

OBSERVATIONS

Sans objet.